

PREFECTURE DU PUY-DE-DOME

COMMUNE DE VOLVIC

**ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA
DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME
POUR LA CREATION D'UN ECO-COMPLEXE
NATURE SUR LA COMMUNE DE VOLVIC**

ARRETE MUNICIPAL EN DATE DU 22 DECEMBRE 2014

**RAPPORT et AVIS de
M. DUBERNARD Claude**

Commissaire Enquêteur

PREMIERE PARTIE

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

7

Par arrêté en date du 22 décembre 2014, pris en application des articles L 123.14, L 123.14.2, L 300.6 et R 123.23.2 du Code de l'Urbanisme et des articles L 123.1 et suivants et R 123.1 et suivants du Code de l'Environnement, M. le Maire de Volvic a prescrit une enquête publique ayant pour objet la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du P.L.U. de sa commune pour la création d'un éco-complexe nature et s'étendant du 19 janvier 2015 au 23 février 2015.

I - GENERALITES RELATIVES AU DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Après étude du dossier et prise de contact avec Madame la Responsable du Service Urbanisme de la Commune de Volvic, le soussigné a visité le site concerné par le projet, le 12 janvier 2015, en compagnie de M. PEYRIN Jean-Pierre 1^{er} adjoint de la Commune, de M. HEINRICH Sébastien chargé de mission environnement auprès de la mairie de Volvic et de Mme BARRAL-BICHON Virginie, Commissaire Enquêteur suppléant. Puis il a siégé dans les locaux de la mairie les:

- Lundi 19 janvier 2015 de 9 heures à 12 heures
- Lundi 9 février 2015 de 9 heures à 12 heures
- Lundi 23 février 2015 de 14 heures à 17 heures.

Il a été constaté, l'affichage de l'avis d'ouverture de l'enquête à la mairie de Volvic sur le panneau extérieur prévu à cet effet. Par ailleurs, cet avis a fait l'objet d'affichage dans les villages suivants de la commune :

- Tourtoule
- Egaules
- La Gare de Volvic
- Moulet Marcenat
- Viallard
- Crouzol ✓

et à l'ancien bâtiment de la Maison de la Pierre, rue du Pont Jary à Volvic. D'autre part, cet avis a bien été inséré dans deux journaux régionaux (La Montagne et le Semeur Hebdo), publiés dans le département du Puy-de-Dôme, les 25 décembre 2014 et 26 décembre 2014 (1^{ère} insertion) et les 19 janvier 2015 et 23 janvier 2015 (rappel d'enquête). La page des annonces classées du journal La Montagne, en date du 4 août 2014, mentionnait également la prescription d'une déclaration de projet au titre de la commune de Volvic. (n° 667227).

II – COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE

Le dossier soumis à l'enquête publique et mis à la disposition du public, comprenait les documents suivants :

1. Une copie de l'arrête municipal, en date du 22 décembre 2014 prescrivant l'enquête
2. Un sous-dossier intitulé : désignation du Commissaire Enquêteur
3. Un sous-dossier intitulé : affichage des avis d'enquête sur la commune
4. Un compte-rendu de la réunion d'examen conjoint par les personnes publiques associées, en date du 4 décembre 2014
5. L'avis de l'autorité environnementale sur la déclaration de projet (avis en date du 28 novembre 2014)
6. Le dossier de déclaration de projet comprenant :
 - Une notice de présentation
 - Un plan de zonage
 - Le règlement applicable aux zones concernées par le projet.

III – CONTENU DU PROJET DE MISE EN COMPATIBILITE DU P.L.U.

A – Contexte et contenu des documents présentant le projet.

La commune de Volvic a effectué une démarche de mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme (P.L.U.) à la suite d'une déclaration de projet consistant dans la réalisation d'un éco-complexe nature visant à proposer une offre d'hébergement touristique, de restauration et d'activités de loisirs sur le site du GOULET, site en cours de définition par la commune, la communauté de communes VOLVIC SOURCES et VOLCANS, et la société DANONE dont les « Eaux de VOLVIC » dépendent.

Cette démarche découle du fait que la déclaration de projet impacte des parcelles, d'environ un hectare de superficie, classées actuellement en zone N (nature) et UL (activités de loisirs) et qui devront être déclassées en zone ULa (hébergement touristique) pour accueillir le projet d'éco-complexe nature.

La notice de présentation de la déclaration de projet, élaborée par SYCOMORE URBANISME (Monsieur J.M. Freydefont) 62, avenue Edouard Michelin à Clermont-Ferrand traite des points suivants :

1. Contexte et objet de la déclaration de projet et de la mise en compatibilité du P.L.U.
2. Eléments de rappel des caractéristiques du territoire et du projet communal.
3. Présentation du site et du projet.
4. Analyse de l'état initial de l'environnement.
5. Evaluation environnementale de la mise en compatibilité.
6. Evaluation d'incidences Natura 2000 de la mise en compatibilité.
7. Justification de l'intérêt général du projet nécessitant une mise en compatibilité du P.L.U.
8. Mise en compatibilité du P.L.U.
9. Résumé non technique de l'évaluation environnementale.

Ce dossier est complété par une annexe qui fournit la liste des espèces patrimoniales recensées sur le périmètre de la Réserve Naturelle Régionale de Volvic.

De nombreux documents graphiques et des photos, situant le projet dans son environnement sont inclus dans la notice de présentation.

Un plan de zonage illustrant la proposition de modification [accompagne la notice (cf annexe I). Il matérialise le périmètre de déclaration de projet et il localise les éléments paysagers remarquables à préserver.

Le règlement relatif à la zone ULa créée, également joint à la notice de présentation, intègre les dispositions spécifiques par rapport au zonage UL existant correspondant aux secteurs voués principalement aux équipements de loisirs, sportifs et touristiques.

B – Projet de création d'éco-lodges.

Le projet s'inscrit, d'une part, dans une stratégie globale de développement touristique de la commune et dans une démarche plus générale de valorisation du site du GOULET, d'autre part.

Afin de fixer sur place la clientèle de passage, le projet d'éco-complexe nature consiste en l'installation, dans un premier temps, de six éco-lodges en bois d'une capacité de 4/6 personnes qui pourront, dans un second temps, être portées à 11 hébergements (cf. annexe II).

En outre, une offre de restauration sera mise en place grâce à la création d'un espace petite restauration basé sur le concept « slowfood ». Un bâtiment, également de type éco-lodge, abritera initialement ce pôle de restauration. Ensuite, celui-ci pourrait être transféré dans le bâtiment destiné actuellement à l'atelier de taille ou dans une extension du chalet d'accueil de la Maison de la Pierre.

Le projet propose également une diversité d'activités sportives et de pleine nature telles que randonnées pédestres, VVT, course d'orientation et diverses animations ludo-sportives pouvant être pratiquées de manière autonome ou avec encadrement.

IV – OBSERVATIONS

1 – Observations du public

Le soussigné a reçu (le 23 février 2015) une seule personne durant les trois permanences. Il s'agit de Monsieur EMPIS Gérard retraité de la Direction Générale des Finances Publiques (Cadastre) demeurant 4, rue de Lavaur à CROUZOL Commune de VOLVIC. Ce dernier, après avoir pris connaissance du dossier de présentation du projet s'est déclaré favorable à celui-ci et partant, à la mise en compatibilité du P.L.U. en découlant.

2 – Autres observations

2.a. Observations accompagnant l'avis de l'autorité environnementale.

Dans son avis, en date du 28 novembre 2014 Monsieur le Préfet de la Région Auvergne fait observer, au ^{ara}paragraphe 1.3 consacré à l'analyse d'impacts potentiels de la mise en compatibilité du P.L.U. sur l'environnement et aux mesures prévues pour y remédier, in fine, que le projet indique la nécessité « de mettre en œuvre une politique architecturale volontaire sur ce site » sans indiquer les mesures prises dans ce but.

Par ailleurs, en ce qui concerne la prise en compte de l'environnement par l'évolution du P.L.U. et plus particulièrement la suppression du classement en zone N d'une partie boisée, située dans le réservoir naturel, dont la sensibilité est bien examinée dans le dossier, notamment s'agissant des chauves-souris, Monsieur le Préfet fait observer que ce dernier aurait pu le confirmer plus précisément et mieux vérifier que les dispositions prévues sont adaptées pour garantir la bonne prise en compte de cet enjeu.

2.b. Observations découlant de la réunion d'examen conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques Associées.

Cette réunion, qui s'est tenue le 4 décembre 2014 a donné lieu à la rédaction d'un compte-rendu mentionnant plusieurs remarques de forme et de fond produites par la D.D.T. Onze décisions, figurant dans des « cadres de couleur verte » (cf annexe V.1) ont été prises dans différents domaines. Exemples : 1 intégration de l'impluvium des eaux de VOLVIC dans le rapport, 2. modifications des règlements des zones UL et ULa.

3 - Le Commissaire Enquêteur a également reçu le 23 février 2015 Madame CHAPUT Cécile représentante de la Communauté de Communes VOLVIC SOURCES et VOLCANS en charge du suivi, du portage et de la mise en œuvre du projet au sein de cette collectivité.

Madame CHAPUT lui a fourni des informations complémentaires relatives :

- aux activités sportives et de pleine nature de nouvelle génération, prévues par le projet
- aux réalisations d'hébergement en bois de style éco-lodge déjà implantées dans la proche région et notamment à SAINT PIERRE LE CHASTEL et SAINT GERVAIS D'Auvergne.
- à la justification du choix de la nature des hébergements : éco-lodge s'intégrant parfaitement dans le milieu naturel plutôt qu'un hôtel de type traditionnel.
- aux modalités de réalisation des éco-lodges qui seront édifiées dans le cadre d'un bail à construction sur la base d'un cahier des charges précis, le foncier n'étant pas cédé.

V – PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS

En application des dispositions de l'article 8 de l'arrêté municipal précité, le soussigné a établi le procès-verbal de synthèse des observations figurant en annexe V du présent rapport. Ce procès-verbal a été adressé à Monsieur le Maire de Volvic le 25 février 2015. Il a été retourné, signé par celui-ci, sans observation, le 12 mars 2015 (date de réception).

DEUXIEME PARTIE

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

7

I – MOTIVATION DE L'AVIS

Hormis les observations rapportées ci-avant 1^{ère} partie paragraphe IV.2, il doit être observé que le public n'a présenté aucun argument de nature à remettre en cause le projet et partant la mise en compatibilité du P.L.U. Dès lors, force est de constater qu'un consensus général de la population en sa faveur, paraît exister.

En dépit de quelques faiblesses du projet relatées supra 1^{ère} Partie.paragraphe IV.2 (autres observations), mais compte tenu des points forts suivants :

1. Qualité du site retenu.

Ce site préféré à quatre autres présentant des inconvénients divers (milieux naturels sensibles, déconnexion du site du GOULET, discontinuité de l'urbanisation), se caractérise par plusieurs avantages tenant au fait qu'il soit contigu à la Maison de la Pierre et à l'atelier de taille de pierres, qu'il s'inscrive dans le pôle d'accueil et d'animation touristique du GOULET, qu'il présente un accès direct aux espaces naturels et au réseau de chemins de randonnées et de découvertes, en place.

Par ailleurs, non loin du centre ville de VOLVIC, il est très proche de la RD 986, axe à grande vocation touristique connecté à l'autoroute A 89 au niveau de l'échangeur de Bromont-Lamothe.

2. Intérêt général du projet

Ce projet d'éco-complexe s'inscrit dans le cadre plus global de valorisation du site de la source du GOULET et de la maison de la Pierre, site emblématique du territoire de la commune de VOLVIC, très attractif sur le plan touristique (80000 visiteurs par an en ce qui concerne le site d'accueil de DANONE et 26221 en 2013 pour la Maison de la Pierre). La nouvelle offre d'hébergement touristique et de restauration fixera sur place la clientèle de visiteurs qui jusqu'à lors s'orientait vers les hôtels de CHATELGUYON, de RIOM, voire de CLERMONT-FERRAND, d'une part et confortera la Maison de la Pierre d'autre part.

Sur le plan de l'emploi, ce projet qui générera directement la création de trois emplois à temps plein annuel et trois emplois saisonniers présente, bien évidemment, un intérêt général évident dans le contexte économique actuel. Ceci d'autant plus que d'autres emplois indirects pourront, via les retombées économiques et touristiques, voir le jour dans les domaines de la restauration et des commerces locaux.

En outre, ce projet Eco-Complexe Nature apparaît en totale cohérence avec les orientations définies par le SCOT en matière touristique ou en matière de valorisation du patrimoine culturel et naturel qui repère le site comme un espace à enjeux récréatifs ou pédagogiques à aménager et renforcer pour accueillir le public.

3. Prise en compte des enjeux environnementaux

S'agissant d'un projet de taille relativement réduite, il n'engendre qu'une diminution marginale des zones N, réduction d'ailleurs partiellement compensée par un reclassement de zone UL en N.

La zone concernée par le projet est située en dehors du site NATURA 2000. Bien qu'elle soit utilisée comme territoire de chasse de chauves-souris, elle ne constitue pas toutefois pour celles-ci un lieu de repos ou de reproduction. Dès lors, les effets resteront limités dans la mesure où le caractère boisé de la parcelle actuellement, sera conservé.

En ce qui concerne la protection de la ressource en eau, la localisation du projet et la vocation des constructions qui sont un type d'hébergement touristique pratiquant l'écologie sous toutes ses formes, afin d'établir une relation harmonieuse entre l'homme et son environnement, n'occasionneront pas de risques sur la ressource en eau,

ce projet qui apparaît cohérent, raisonnable et respectueux de l'environnement, conduit le Commissaire Enquêteur à émettre un avis favorable à sa réalisation et partant, à la mise en compatibilité du P.L.U de la commune de VOLVIC en découlant.

II – CONCLUSIONS

Compte-tenu :

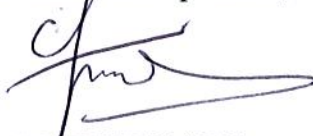
- Du bon déroulement matériel de l'enquête
- Du contenu du dossier soumis à l'enquête, exhaustivement étudié,
- Du fait que ce projet se maintient dans l'esprit et l'application des codes de l'Urbanisme et de l'Environnement
- Des termes du paragraphe I (partie avis du Commissaire Enquêteur, du rapport) ci-dessus

le soussigné émet un avis favorable au projet d'éco-complexe nature envisagé et à la mise en compatibilité du P.L.U. de Volvic qui en découle, générant le nouveau classement en zone ULa d'une partie de la parcelle AH99 et la limitation de l'empiétement de la zone UL sur un espace boisé entraînant le reclassement en zone N d'une superficie d'environ 5500 m2 de celle-ci (cf annexe I).

Il recommande également de prendre en considération les observations accompagnant l'avis de l'autorité environnementale d'une part, et celles découlant de la réunion d'examen conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques associées (11 décisions), en date du 4 décembre 2014, d'autre part (cf annexe V).

Fait à Pérignat lès Sarliève le 17mars 2015,

Le Commissaire Enquêteur,



Claude DUBERNARD

ANNEXES

Annexe I – Zonages actuel et proposé

Annexe II – Implantation des éco-lodges

Annexe III – Certificat d’affichage

Annexe IV – Insertion journaux La Montagne et Le Semeur Hebdo

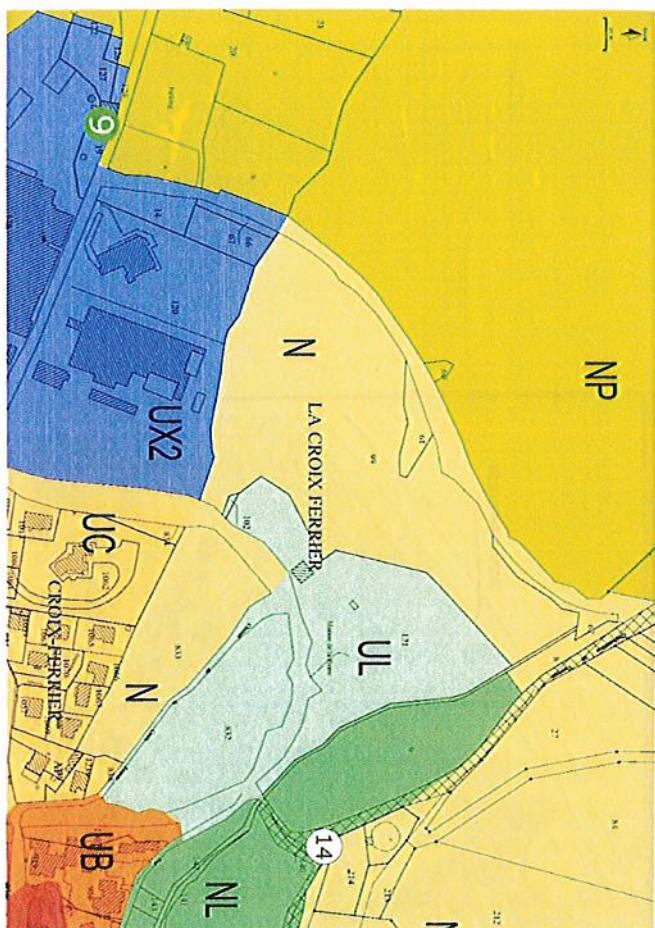
Annexe V – Procès-Verbal de synthèse des observations.

ANNEXE II

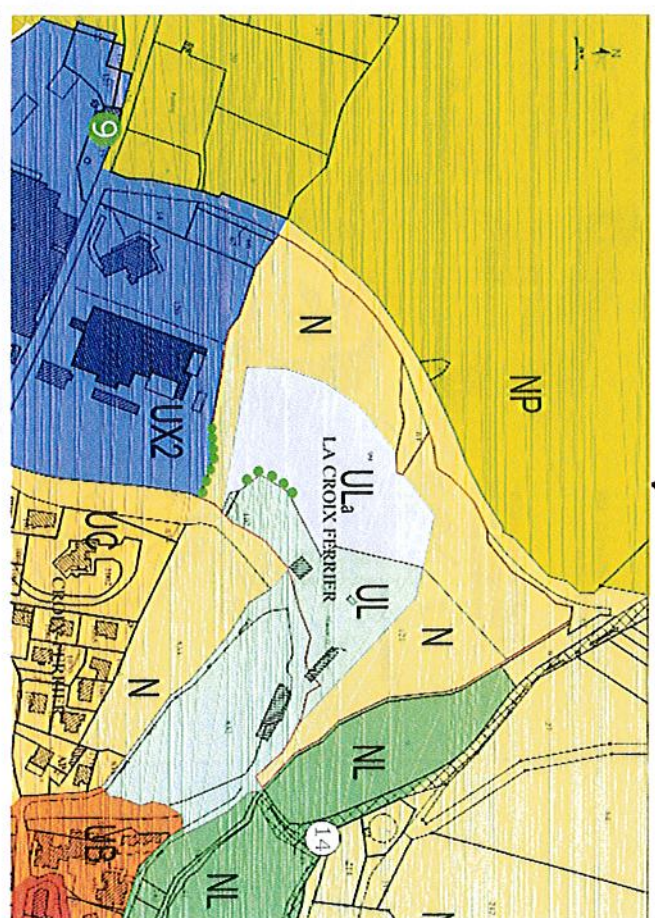
ANNEXE I

ZONAGES

ACTUEL ET PROPOSÉ



Zonage actuel

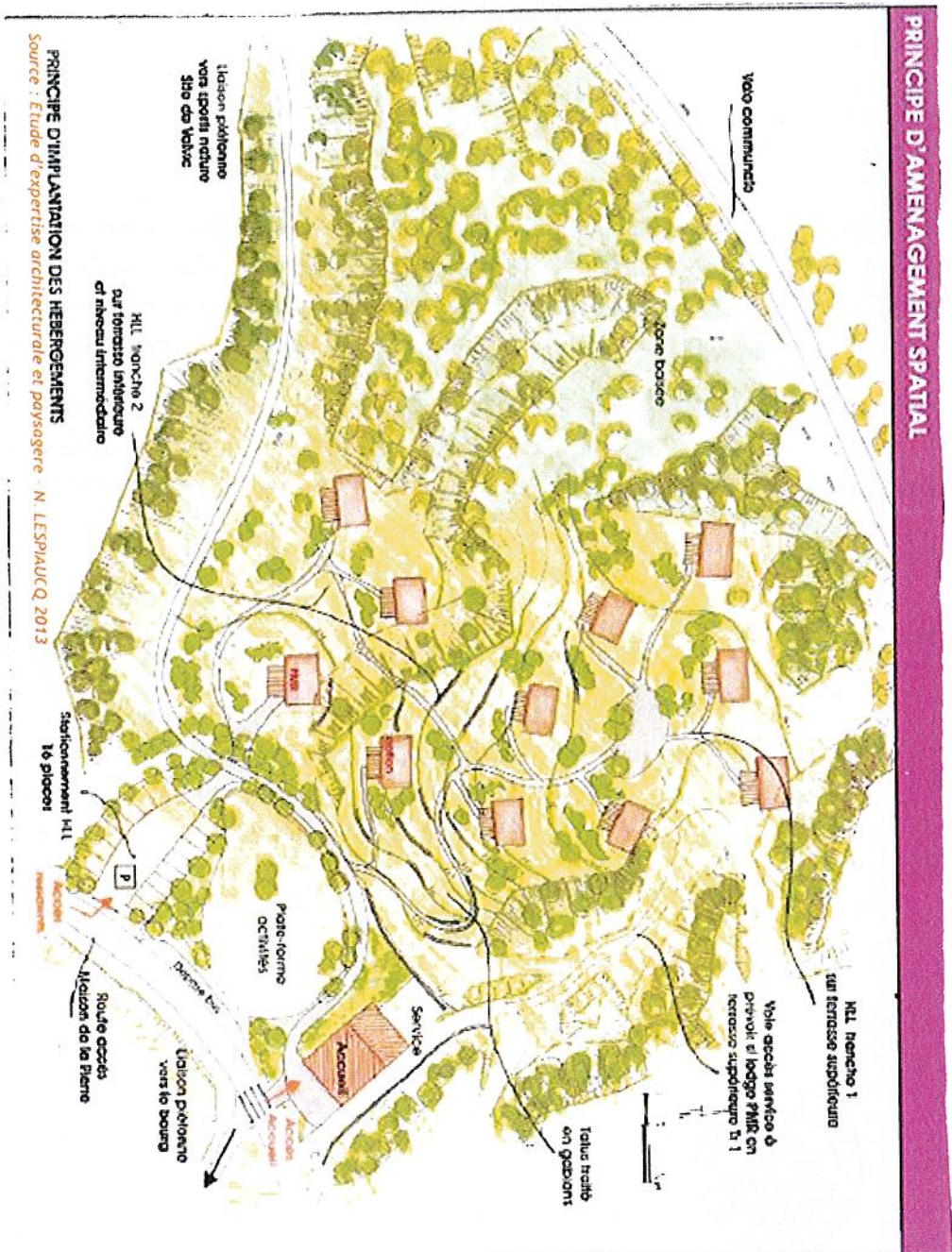


Zonage proposé

- Périmètre de déclaration de projet
- Eléments paysagers remarquables, à préserver
- Zone UA : centre Bourg
- Zone UB : extension centre bourg / centre village
- Zone UC : extension pavillonnaire
- Zone UL : secteur à dominante Equipements publics, privés et Bureaux à vocation de loisirs
- Zone UX2 : secteur où des prescriptions spécifiques sont imposées pour assurer une bonne insertion environnementale et paysagère des aménagements et constructions autorisées (cf UL)
- Zone UX2 : activités liées à l'exploitation de l'Eau de Voivre
- Zone NL : zone naturelle
- Zone NL : zone naturelle destinée aux équipements sportifs et activités de loisirs et de plein air
- Zone NP : zone naturelle protégée

ANNEXE II

IMPLANTATION DES ECO-LODGES



ENQUETE PUBLIQUE SUR LA DECLARATION DE PROJET : ECO-COMPLEXE NATURE
EMPORTANT LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE VOLVIC

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je soussigné Jean-Pierre PEYRIN, Adjoint au Maire de la Commune de Volvic, certifie que l'avis au public et l'arrêté N° 263.2014 en date du 22 décembre 2014, informant de l'ouverture de l'enquête publique sur la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de VOLVIC, ont fait l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Affichage de l'avis à la porte de la mairie du 23/12/2014 au 23/02/2015 inclus.
- Affichage sur le site du 23/12/2014 au 23/02/2015 inclus.
- Affichage de l'avis et de l'arrêté à l'intérieur de la mairie du 23/12/2014 au 23/02/2015 inclus.

Mention dans les deux journaux suivants :

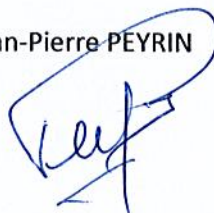
- 1^{er} insertion – Journal La Montagne du 25/12/2014
- 1^{er} insertion – Le Semeur Hebdo du 26/12/2014
- 2^{ème} insertion – Journal La Montagne du 19/01/2015
- 2^{ème} insertion – Le Semeur Hebdo du 23/01/2015

Fait à Volvic, le 24/02/2015

Pour Le Maire,

L'Adjoint,

Jean-Pierre PEYRIN



Consultation de ces avis de décès
Dépôt de condoléances
Partage d'albums souvenirs
SUR
www.dansnoscoeurs.fr

CARNET SERVICES OBSEQUES

AVIS D'OBSEQUES
Pour transmettre vos avis d'obseques et de remerciements, du lundi au vendredi, de 9 heures à 20 heures. Week-end et jours fériés, de 18 heures à 20 heures au 0.825.31.10.10*

- ROC-ECLERC**
Funérarium - Maternelle
Funérarium - Issoire : tél. 04.73.55.06.52
Funérarium - Cébazzat : tél. 04.73.14.18.14
Clermont-Ferrand : tél. 04.73.27.20.00
- DABRIGEON FUNERIS**
Funérarium de Beaumont : tél. 04.73.28.84.84
Funérarium de Croully : tél. 04.73.99.11.11
Funérarium de Courmon : tél. 04.73.60.60.60
Aubière : tél. 04.73.27.24.77
Pont-du-Château : tél. 04.73.83.46.06
- POMPES FUNERES MAITRIAS**
Ambert et sa région : tél. 04.73.82.31.13
- P. F. MACHEBOEUF Groupe DABRIGEON**
Funérarium - Maternelle
24 h sur 24 h - 7 jours sur 7
Aigueperse : tél. 04.73.63.70.96
- P. F. ROUSSET Groupe DABRIGEON**
Funérarium - Maternelle
24 h sur 24 h - 7 jours sur 7
Pontgibaud - Pontaurum : tél. 04.73.79.76.46
- POMPES FUNERES TARDIF**
Brassac : tél. 04.73.54.43.43
Champex : tél. 04.73.96.70.49
Issoire : tél. 04.73.89.08.09
- CLAUDE SAHUT**
« Soule et Volcans »
Funérarium - 24 h sur 24 h - 7 jours sur 7
Tél. 04.73.86.59.60 - MANZAT
- POMPES FUNERES CHEYNOUX**
Billom, Brassac, Issoire, Sugères, Vic-le-Comte
Funérariums. Tél. 04.73.70.96.11

PFG
POMPES FUNERES GENERALES
« N° 1 français des services funéraires »
www.pfg.fr

Les obsèques auront lieu le **vendredi 26 décembre 2014, à 11 heures**, en l'église d'Aubais.
459133

**MESSES
ET ANNIVERSAIRES**

SOUVENIR
Merci pour ton amour.
Notre force encore et toujours.
Raymond DERMAIN
25 décembre 2000
458106

SOUVENIR
VEYRE-MONTON — NESCHERS
Le 25 décembre 2013
Françoise PLANE
née RIGAUD
nous quittait après avoir lutté courageusement contre la maladie.
En ce jour de triste anniversaire, que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.
Il ne se passe pas un jour sans que nous pensions à toi, tu nous manques tellement.
Une messe d'intention sera célébrée dimanche 28 décembre, à 11 heures, en l'église d'Issore, ainsi que pour son papa
Monsieur Roger RIGAUD
décédé le 1^{er} janvier 2012.
De la part de :
Philippe, son époux ;
Laurianne et Ludovic, ses enfants ;
Mme Cécile RIGAUD, sa maman.
PF Tardif, Champex.
458074

Avis d'obsèques
Pour transmettre vos avis d'obsèques et de remerciements
Du lundi au vendredi de 9h à 20h
Week-end et jours fériés de 18h à 20h
0825 31 10 10
L'UN SEUL ET UNIQUE NUMERO DE TELEPHONE
0156 la minute TTC

Renseignements au **0 826 09 01 02**
(0,15 € TTC la minute)
Le plus grand service public de France
www.119.com

Par arrêté du Préfet, notre journal est habilité à la publication des annonces légales et judiciaires sur l'ensemble du département du Puy-de-Dôme et par arrêté ministériel du 21 décembre 2012 au tarif de 4 € hors taxes la ligne.

ANNONCES LÉGALES ET ADMINISTRATIVES

Jean CHEVALIER - Elise BRION
Notaires associés
Société civile professionnelle titulaire d'un office notarial
Damien BASSET, notaire

INSERTION - CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par M^r Jean Chevalier, notaire agissant au nom de la société civile professionnelle « Jean CHEVALIER, et Elise BRION, notaires associés », titulaire d'un office notarial à Issore, place du Chancelier-Duprat, le 17 décembre 2014, enregistré au SIE Clermont-Ferrand Nord-Ouest - PES, le 22 décembre 2014, bordereau n° 2014/2694, case n° 1.
A été cédé par Mme Marie-Josée - Thérèse - Louise BARBAUD, retraitée, épouse de M. Christian BASSOT, demeurant à Romagnat (63540), 14, avenue Jean-Jaurès, née à Issore (63500), le 19 octobre 1949.

A Mlle Cindy - Georgette - Henriette CAUTARD, sans profession, demeurant à Aurat-la-Combelle (63570), 30, Le Saut-du-loup, née à Issore (63500), le 3 mai 1970, célibataire.
Le fonds de commerce de café-restaurant, sis à Le Breuil-sur-Couze (63340), 7, place de la Gare, connu sous le nom CAFÉ DE LA GARE, appartenant à Mme BASSOT, exploitée en location-gérance jusqu'au 30 septembre 2014 par Mme Anne-Marie CHASTRETTE et pour lequel elle a été radiée du registre du commerce le 18 octobre 2014, suite à la résiliation du contrat de location-gérance.

Etant précisé que M. BARBAUD était immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Clermont-Ferrand, en tant que loueur de fonds, sous le numéro 339738.752.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été faite au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de dix mille euros (10.000 €), s'appliquant exclusivement aux éléments incorporels.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix (10) jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'étude de M^r Jean CHEVALIER, notaire associé à Issore (63500), 10, place Chancelier-Duprat, où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion.

Le notaire.
75852

Par arrêté du maire en date du 15 décembre 2014, une enquête est ouverte pour la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune d'Issore pour relocaliser une centrale à béton hors zone inondable.

Le projet ci-dessus visé avec les pièces à l'appui sera déposé à la mairie pendant trente et un (31) jours du lundi 12 janvier 2015 au mercredi 11 février 2015 inclus, de 8 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30. Les observations qui pourraient être faites sur ledit projet seront consignées sur un registre ouvert à cet effet, ou être adressées par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie d'Issore, siège de l'enquête. Elles seront tenues à la disposition du public, en mairie d'Issore (direction générale des services, service urbanisme et foncier, 2^e étage).

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, en mairie d'Issore, aux jours et heures suivants :

- Lundi 12 janvier 2015, de 13 h 30 à 16 h 30.
- Mercredi 28 janvier 2015, de 9 heures à 12 heures.
- Mercredi 11 février 2015, de 13 h 30 à 16 h 30.

Mme Martine VIERA a été nommée commissaire enquêteur.

Le public pourra consulter en mairie d'Issore, à l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

75820

COMMUNE DE VOIVIC AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME PREMIÈRE INSERTION

Par arrêté du maire de Voivic, en date du 22 décembre 2014, une enquête publique sera ouverte sur la déclaration de projet : éco-complex nature, emportant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Voivic.

M. Claude DUBERNARD a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire, et Mme Virginie BARRAL-BICHON a été désignée en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le dossier et les pièces qui lui sont annexées seront déposés à la mairie de Voivic du 19 janvier 2015 au 23 février 2015 inclusivement, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les observations éventuelles pourront être consignées au registre d'enquête déposé en mairie à cet effet, ou adressées au commissaire enquêteur à la mairie de Voivic, service urbanisme, 1, place de la Résistance, 63530 Voivic.

Le commissaire enquêteur siégera en mairie les :

- Lundi 19 janvier 2015, de 9 heures à 12 heures.
- Lundi 9 février 2015, de 9 heures à 12 heures.
- Lundi 23 février 2015, de 14 heures à 17 heures.

A l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire enquêteur sera tenu à la disposition du public à la mairie.

758496



ATTESTATION DE PUBLICATION

SOCIÉTÉ NOUVELLE SEMEUR HEBDO
37 Rue Montlosier
63223 CLERMONT - FERRAND CEDEX 1
Tél : 04 73 98 46 09 Fax : 04 73 98 46 09

L'annonce ci-dessous sera publiée dans le département 63 à paraître ce VENDREDI 26 DÉCEMBRE 2014

1863000

Commune de Volvic

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE Sur la Déclaration de Projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

1^{ère} insertion

Par arrêté du maire de Volvic, en date du 22 décembre 2014, une enquête publique sera ouverte sur la déclaration de projet : éco-complexe nature, emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Volvic.

M. Claude DUBERNARD a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire, et Mme Virginie BARRAL-BICHON a été désignée en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

Le dossier et les pièces qui lui sont annexées seront déposés à la mairie de Volvic du 19 janvier 2015 au 23 février 2015 inclusivement afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les observations éventuelles pourront être consignées au registre d'enquête déposé en mairie à cet effet, ou adressées au commissaire enquêteur à la mairie de Volvic - service urbanisme- 1 place de la résistance 63530 VOLVIC.

Le commissaire enquêteur siègera en mairie les :

- Lundi 19 Janvier 2015 de 9H à 12H.
- Lundi 09 février 2015 de 9H à 12H.
- Lundi 23 février 2015 de 14H à 17H.

A l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire-enquêteur sera tenu à la disposition du public à la mairie.

ATTESTATION DE PUBLICATION

L'annonce ci-dessous sera publiée dans le département 63 à paraître ce VENDREDI 23 JANVIER 2015

SOCIÉTÉ NOUVELLE SEMEUR HERDO
37 Rue Montiosier
6323 CLERMONT - FERRAND CEDEX 1
Tél : 04 73 98 46 00 Fax : 04 73 98 46 09

1853000

Commune de Volvic

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE Sur la Déclaration de Projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

2^{ème} insertion

Par arrêté du maire de Volvic, en date du 22 décembre 2014, une enquête publique sera ouverte sur la déclaration de projet : éco-complexo nature, emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Volvic.

M. Claude DUBERNARD a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire, et Mme Virginie BARRAL-BICHON a été désignée en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

Le dossier et les pièces qui lui sont annexées seront déposés à la mairie de Volvic du 19 janvier 2015 au 23 février 2015 inclusivement afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les observations éventuelles pourront être consignées au registre d'enquête déposé en mairie à cet effet, ou adressées au commissaire enquêteur à la mairie de Volvic - service urbanisme - 1 place de la résistance 63530 VOLVIC.

Le commissaire enquêteur siégera en mairie les :

- Lundi 19 Janvier 2015 de 9H à 12H,
- Lundi 09 février 2015 de 9H à 12H,
- Lundi 23 février 2015 de 14H à 17H.

A l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire-enquêteur sera tenu à la disposition du public à la mairie.

COMMUNE DE VOLVIC

**AVIS D'OUVERTURE
D'ENQUÊTE PUBLIQUE**SUR LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT LA MISE
EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME

DEUXIÈME INSERTION

Par arrêté du maire de VOLVIC, en date du 22 décembre 2014, une enquête publique sera ouverte sur la déclaration de projet : éco-complaisance nature, emportant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Volvic.

M. Claude CURTISSARD a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire, et Mme Virginie BARRON-BLOCHON a été désignée en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

Le dossier et les pièces qui lui sont annexes seront déposés à la mairie de Volvic du 19 janvier 2015 au 23 février 2015 inclusivement, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les observations éventuelles pourront être consignées au registre d'enquête déposé en mairie à cet effet, ou adressées au commissaire-enquêteur à la mairie de VOLVIC, service urbanisme, 1, place de la Résistance, 63530 VOLVIC.

Le commissaire-enquêteur siège en mairie les :

- Lundi 19 janvier 2015, de 9 heures à 12 heures.
- Lundi 9 février 2015, de 9 heures à 12 heures.
- Lundi 23 février 2015, de 14 heures à 17 heures.

A l'issue de l'enquête, le rapport du commissaire-enquêteur sera tenu à la disposition du public à la mairie.

A4-174

PREFECTURE DU PUY DE DOME

COMMUNE DE VOLVIC

PROCES VERBAL

Copie: JPP } faub
DGS }

Objet : Mise en compatibilité du Plan
Local d'Urbanisme de la commune de VOLVIC
pour la création d'un éco-complexe sur la commune.

L'an deux mil quinze, le 24 février, à 11 heures,

Je soussigné, Claude DUBERNARD,
Commissaire-enquêteur
Dûment désigné,

Poursuivant l'enquête publique visée en l'objet, et conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté municipal en date du 22 décembre 2014, adresse à Monsieur le Maire de VOLVIC le présent procès-verbal lui rendant compte qu'aucune observation écrite ou orale n'a été formulée par le public durant la présente enquête.

Les observations suivantes ont été produites par l'Autorité Environnementale et les Personnes Publiques Associées :

Observations accompagnant l'avis de l'Autorité Environnementale.

Le 28 novembre 2014, Monsieur le Préfet de la Région Auvergne a fait observer, d'une part, au paragraphe 1.3 de son avis consacré à l'analyse des impacts potentiels de la mise en compatibilité du P.L.U. sur l'environnement et aux mesures prévues pour y remédier que le dossier de projet indique la nécessité « de mettre en œuvre une politique architecturale volontaire sur ce site » sans indiquer les mesures prises dans ce but.

D'autre part, en ce qui concerne la prise en compte de l'environnement par l'évolution du P.L.U. et plus particulièrement la suppression du classement en zone N d'une partie boisée, située dans un réservoir naturel, dont la sensibilité est bien examinée dans le dossier, notamment s'agissant des chauves-souris, Monsieur le Préfet fait observer que ce dernier aurait pu le confirmer plus précisément et mieux vérifier que les dispositions prévues sont adaptées pour garantir la bonne prise en compte de cet enjeu.

Observations découlant de la réunion d'examen conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques Associées en date du 4 décembre 2014.

Le compte-rendu de cette réunion fait état de plusieurs remarques de forme et de fond produites par la D.D.T. (cf annexe 1 ci-jointe).

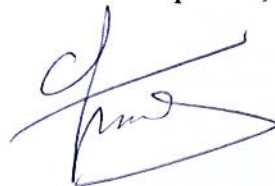
Le soussigné recommande à Monsieur le Maire de Volvic de les prendre en considération (11 décisions présentées dans des cadres de couleur verte. Exemple : la carte de l'impluvium des eaux de Volvic figurant ci-dessus sera intégrée au rapport).

Dont acte, que Monsieur le Maire voudra bien signer et me retourner, accompagné de ses éventuelles observations, dans le délai de quinze jours, en original.

Le Maire de VOLVIC,



Le Commissaire Enquêteur,



Mes coordonnées :

M. Claude DUBERNARD

12, rue du parc

63170 - PERIGNAT-LES-SARLIEVE

claude.dubernard@club-internet.fr

Commune de VOLVIC. Déclaration de projet. Réunion d'examen conjoint du 4/12/2014

Présents

AUGER Jérôme – STAP
PAQUET Laurence – DDT du Puy-de-Dôme
✓ CHAPUT Cécile – représentante de la Cté de Communes Volvic Sources et Volcans
HAMOUMOU Mohand, Maire de Volvic,
✓ PEYRIN Jean-Pierre – 1^{er} adjoint de la commune de Volvic
MENARD Gilbert – Adjoint à l'urbanisme de la commune de Volvic
GIGAULT Jean-Christophe – Adjoint à l'environnement de la commune de Volvic
SUDRE Jean-Yves – Conseiller municipal de la commune de Volvic
AMBLARD Denise – Conseillère municipale de la commune de Volvic
MENESPLIER Isabelle – Directrice Générale des Services de la commune de Volvic
COIGNY Olivier – Directeur des Services Techniques
SERTILLANGE Sophie – Responsable du service Urbanisme de la Commune de Volvic
HEINRICH Sébastien – Chef de projet Biodiversité de la commune de Volvic
FREYDEFONT Jean-Marie – Cabinet SYCOMORE

Excusés :

M. le Directeur du Grand Clermont
M. le Directeur de la Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme
M. le Président du Parc Naturel des Volcans d'Auvergne
M. le Président Conseil Général du Puy-de-Dôme
M. le Directeur de la DREAL Auvergne
M. le Directeur de la Société des Eaux de Volvic

Invités :

M. le Sous-Préfet de Riom- M. le Directeur de la DDT- M. le Directeur de la DREAL- M. le Directeur du Grand Clermont- M. le Chef du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine – M. le Directeur de l'ARS – M. le Président du Conseil Général – M. le Président du Conseil Régional – M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie – M. le Président de la Chambre d'Agriculture – M. le Président du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne – M. le Directeur de la Société des Eaux de Volvic – M. le Président de l'Office de Tourisme de Volvic – M. le Directeur de la LPO – M. le Président du SMUERR. M. le Président de la Communauté de Communes VSV - Groupe de Travail municipal éco-complexe. Cabinet Sycomore.

Ordre du jour

- Examen conjoint de la déclaration de projet relative à la création d'un éco complexe nature sur la commune de Volvic

Présentation du projet

→ Précisions apportées par la commune et la Communauté de Communes

- Sur les objectifs du projet :
 - L'objectif de l'opération n'est pas d'augmenter la fréquentation mais de capter un flux touristique qui ne reste que quelques heures sur Volvic.
 - Le projet intègre des engagements environnementaux.
- Sur le niveau de définition du projet
 - La définition du projet résulte d'une première phase d'étude de capacité. Les promoteurs du projet ne souhaitent pas engager des frais de maîtrise d'œuvre sans garantie sur la possibilité réglementaire de réaliser le projet.
- Sur les garanties prises par les collectivités : Commune de Volvic et Communauté de Communes Volvic Sources et Volcans
 - Le foncier ne sera pas cédé. Les Lodges seront réalisés dans le cadre d'un bail à construction sur la base d'un cahier des charges précis. Ce montage permettra de maîtriser les évolutions éventuelles du projet.
- Sur la sensibilité écologique du secteur :
 - Le projet est situé hors périmètre de la réserve naturelle. Les études de définition de la réserve naturelle ont conduit à exclure la partie sud de la route de Viallard au motif qu'elle ne présente pas d'intérêt écologique du fait de sa situation.
 - La mise en place de la réserve naturelle a donné lieu à des campagnes d'inventaires faunistiques qui ont été complétées par une campagne spécifique sur le site concerné qui ont confirmé l'absence d'intérêt de ce site qui ne joue qu'un rôle de transit. Ces campagnes sont les suivantes :
 - Inventaires des chiroptères au détecteur à ultrasons (D240x) les 29 juillet et 05 août 2014.
 - Inventaire entomologique (Rhopalocères et Orthoptères) et ornithologique le 01 août 2014.
 - Recherche de gîtes potentiels de chiroptères le 01 août 2014.

Observations des PPA

ABF

- La question, c'est la gestion des flux sur le site. La collectivité a-t-elle envisagé une réflexion plus large intégrant notamment la question des camping-cars.

Un partenariat a été mis en place associant la commune, la communauté de communes et la SEV pour conduire une étude de requalification du site du Goulet portant sur plusieurs points :

- *Modernisation du site d'accueil jugé obsolète – Chalet d'accueil ;*
- *Reconversion des bâtiments d'activités – site industriel ;*
- *Déplacement des aires de stationnement en entrée de site pour limiter la pénétration des voitures dans le site protégé*

- Volonté de la Maison de la Pierre de développer ses activités.
- Anticipation d'une liaison avec le bourg,

La collectivité précise qu'il existe un site d'accueil au niveau du camping et que le site au sens large n'aura pas vocation à accueillir ce type de véhicules.

DDT.

➤ Remarques de forme

- Le niveau de définition du projet ne pose pas de problème. Par contre, il est nécessaire de mieux faire apparaître sur les plans et les photos aériennes, le périmètre d'implantation du projet pour mieux mesurer son impact ;

➤ Remarques de fond

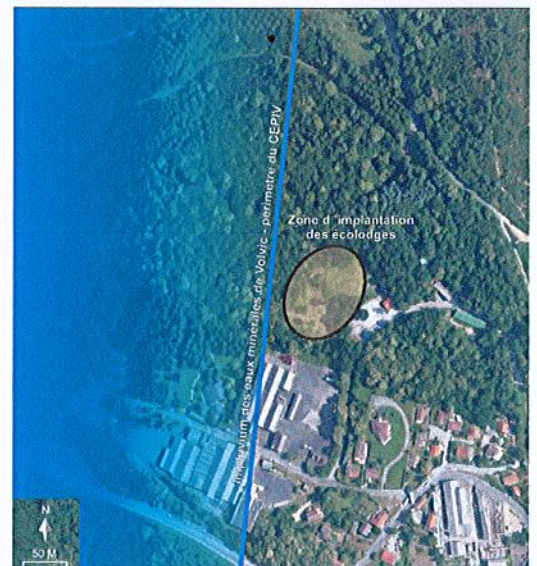
- Sur le plan règlementaire, la DDT rappelle que la déclaration de projet ne peut porter que sur les dispositions règlementaires nécessaires au projet. En conséquence des modifications seront à apporter sur deux points :
 - La réduction de la zone UL au profit d'une zone N, opérée sur la parcelle communale, dans le but de mieux protéger la continuité de la trame verte et bleue du ruisseau de La Rivaux. Le zonage devra être maintenu en l'état. Sans nier l'intérêt de cette réduction, la déclaration de projet n'a pas pour objet d'intégrer des compensations.
 - Le règlement de la zone UL ne pourra pas être modifié. Seules les dispositions applicables au secteur ULa devront être reportées.

Décisions : le zonage UL sera rétabli dans son périmètre initial et le règlement de la zone UL conservé dans sa définition actuelle. Seules les dispositions spécifiques à la zone ULa seront intégrées au règlement

- Des précisions doivent être apportées sur l'impact sur l'impluvium

Monsieur Gigault précise qu'il y a deux périmètres de protection. Le périmètre de l'impluvium des eaux de Volvic s'arrête en amont du site. Les points de captage sont situés dans le périmètre de la réserve naturelle. Comme indiqué dans le rapport, le projet ne comporte pas de risques de pollution de la ressource pour les raisons suivantes:

- La situation à l'aval des captages en dehors des périmètres de protection de la ressource en eau ;
- La quantité d'effluents générés par le programme sera limitée ;
- Il n'y aura pas de stockage de produits susceptibles de polluer les milieux ;
- Les constructions seront raccordées au réseau public ;
- Les accès VL et stationnement sont prévus



- La commune a mis en place un système d'intervention pour traiter rapidement les fuites d'huile.

Décisions : La carte de l'impluvium des eaux de Volvic figurant ci-dessus sera intégrée au rapport.

- Il faut maîtriser les possibilités de construire sur le site notamment faire attention à ne pas laisser faire de logements.

La collectivité précise que la rédaction actuelle encadre strictement la possibilité de créer des logements en limitant cette possibilité à un logement nécessaire au gardiennage des installations à raison d'une unité. Il est possible en outre de faire figurer des restrictions dans le bail et notamment de mettre comme conditions un lien avec le projet. Toutefois la commune a décidé de retirer cette disposition en secteur ULa. En cas de besoin un lodge pourra être mobilisé par cette fonction.

Décisions : il est décidé de retirer la possibilité réglementaire de créer un logement de gardien dans le secteur ULa.

- Le règlement prévoit la possibilité de réaliser des services, bureaux, entrepôts et services et constructions à usage de restauration à condition qu'ils soient liés aux hébergements et équipements autorisés. Ce point fait l'objet d'un débat.

La collectivité précise que cette possibilité offerte en zone UL a été conservée dans la Déclaration de Projet. Les équipements de restauration ne sont pas définis précisément à ce stade de l'étude. Ils sont envisagés de manière progressive en fonction de la montée en puissance du projet. Dans un premier temps ce service pourrait être offert selon les mêmes modalités qu'aujourd'hui avec un chalet. Dans un second temps, un équipement spécifique pourrait être créé en lien avec le bâtiment existant qui servira de lieu d'accueil et de stockage ou dans l'atelier de taille de la pierre qui est sous utilisé. Il apparaît que les besoins en restauration et de stockage pourront être satisfaits dans la zone UL existante.

Décisions : il est décidé de retirer la possibilité de réaliser des services, équipements de restauration, bureaux, entrepôts dans le règlement du secteur ULa.

- Deux points réglementaires sont à modifier :
 - Interdire les hébergements hôteliers en article 1.
 - Mentionner les éléments caractéristiques du paysage à l'article 13 du règlement.

Décisions : les points évoqués seront modifiés

- Diverses observations ont été faites par la DDT. Elles portent sur les éléments suivants :

- **Sur l'objet de la DP et l'importance du programme.** La DDT souhaite que des précisions soient apportées sur l'objet de la DP. S'agit-il du projet dans son ensemble ou de la première tranche ?

La DP porte bien sur l'ensemble du programme esquissé dans l'étude de capacité soit une douzaine de lodges avec une première tranche de 6.

Décisions : Ce point sera précisé dans le rapport.

- **Nécessité de mieux montrer la continuité du projet avec l'existant et notamment la continuité en termes de vocation touristique. Revoir la conclusion concernant l'UTN.**

Décisions : Ce point sera intégré au rapport.

- **Statut réglementaire des alignements arborés ; Les éléments caractéristiques à préserver doivent être mentionnés dans le règlement. Envisager plutôt un EBC ou une OAP. Expliquer la démarche.**

Il est précisé qu'une évolution est intervenue sur ce point au cours de l'étude de la DP. La collectivité a décidé d'inscrire les haies existantes en limite est et sud du projet et de ne pas porter d'indications en limite ouest pour les motifs suivant :

- *Seuls les arbres existants en limite de la parcelle 102 et de la zone UX2 sont réellement constitués comme haie. Ils jouent un rôle d'écran visuel vis-à-vis du site à conserver ;*
- *Il n'existe pas de haie en tant que telle en limite ouest. Il s'agit d'un boisement occupant toute la partie conservée en zone N. Ces boisements ne sont pas touchés par le projet;*

Le classement en EBC est une mesure très contraignante qui paraît disproportionnée en l'espèce. Il est rappelé que les terrains restent la propriété de la SEV et de la commune. Les orientations de projet intègrent cette mesure de protection qui pourra être reprise dans le cahier des charges annexé au bail à construction.

Décisions : Maintien du classement en éléments caractéristiques du paysage des deux haies à l'est et au sud. Comme indiqué ci-dessus, la mention des éléments caractéristiques du paysage sera intégrée au règlement.

- **Vérifier les Servitudes d'Utilité Publique notamment le PPM qui n'est pas encore opposable.**

Décisions : Ce point sera modifié et précisé au rapport.

- La question du défrichement n'est pas correctement abordée. Sur la parcelle, il ne s'agit pas d'un défrichement effectué mais d'un déboisement (coupe sanitaire). En ce qui concerne l'interrogation relative à la nécessité d'obtenir une autorisation de défrichement, une autorisation sera bien nécessaire. En fonction de la surface à défricher (plus ou moins 0,5 ha), elle devra être précédée d'une demande au cas par cas pour déterminer si une étude d'impact est nécessaire ou non. La demande doit être faite par le porteur du projet.

Décisions : Ce point sera précisé au rapport.

- Inventaire Nature. Il est rappelé que les conclusions quant aux incidences sur le site Natura 2000 ne doivent pas être formulées au conditionnel.

Décisions : Cette remarque sera intégrée au rapport.

Avis DREAL

L'avis de la DREAL porte sur différents points qui recoupent en grande partie les questions abordées ci-dessus. La note sera jointe au dossier d'enquête publique avec le compte rendu de l'examen conjoint. Le dossier relatif à la Déclaration de Projet comprendra une description de la manière dont il a été tenu compte de l'avis DREAL.